

MONDE

Libye. Des semaines, mais pas des mois... Les frappes aériennes de la coalition internationales sont déjà un succès pour le chef de la diplomatie française. « *L'état s'est desserré, l'offensive de KADHAFI s'est arrêtée* ». Les interventions de la coalition, qui ont déjà permis de neutraliser les défenses anti-aériennes et l'aviation, continueront « *le temps nécessaire* ». « *Ça peut être long mais nous ne voulons pas nous enliser* ». « *Ça n'est pas l'Afghanistan, ça n'est pas l'Irak* », ajoute le ministre des Affaires étrangères. Alain JUPPE parle de « *régime barbare et inacceptable pour la communauté internationale* » et estime que le régime de Mouammar KADHAFI était dans une impasse. « *Il ne peut perdurer mais c'est aux Libyens de décider de leur avenir* ». Quant au ministre français de la Défense, Gérard LONGUET, il affirme que « *Les écoutes réalisées par la coalition donnent le sentiment que le moral des troupes encore fidèles à Mouammar KADHAFI chancelle* ».

Qui commande les opérations en Libye ? En tout cas pas l'Otan. Les Etats membres de l'alliance ne sont pas parvenus (après trois jours) à un accord sur la direction des opérations militaires en Libye à la place des Etats-Unis, en raison des réserves turques. « *Il serait impossible pour nous de partager la responsabilité d'une opération que certaines autorités décrivent comme une croisade* », a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet DAVUTOGLU. La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont décidé d'assurer le pilotage politique, qui seront conduites et planifiées par l'Otan pour établir une zone d'exclusion aérienne, a fait savoir Paris. Alain JUPPE a annoncé une réunion mardi prochain à Londres d'un « *groupe de contact composé de l'ensemble des pays participant à l'opération, plus l'Union africaine, la Ligue arabe, et tous les pays européens qui voudront s'y associer, de façon à bien marquer que le pilotage politique de l'opération, ce n'est pas l'Otan, c'est ce groupe de contact* ».

FUKUSHIMA mon souci. La situation est toujours des plus préoccupantes dans la centrale nucléaire japonaise. Nouvelles fumées, nouvelles évacuations, nouvelles secousses terrestres (de 4,7), mais l'espoir d'un contrôle est là. Les piscines sont désormais pleines et affichent des températures nettement inférieures à l'ébullition. Les réacteurs 1, 2 et 3 sont toujours refroidis avec de l'eau de mer. Et les émissions de radioactivité ont diminué. Du coup, les techniciens ont pu, malgré une alerte, continuer à réinstaller les raccordements électriques. Une opération achevée pour tous les réacteurs. Par ailleurs, les techniciens qui s'efforçaient de réparer le réacteur 2 ont dû interrompre leurs travaux en raison d'un niveau de radiation trop élevé, environ 500 milli sieverts par heure, selon l'autorité japonaise de sûreté nucléaire. C'est le taux de radiation le plus haut jamais enregistré sur le site. La France va acheminer une aide alimentaire d'urgence, des médicaments, ainsi que des instruments de mesure de radioactivité dans le nord-est du Japon. Le bilan du séisme et du tsunami a dépassé les 20.000 morts et disparus, avec 8.133 décès confirmés par la police.

Le nuage radioactif en France. Selon l'Autorité de Sûreté nucléaire, le nuage de particules radioactives provenant des rejets de la centrale accidentée aurait atteint les Antilles françaises en début de semaine, Saint-Pierre-et-Miquelon à partir de mardi, puis la métropole française à partir de mercredi. Mais, dans tous les cas, la radioactivité est restée à « *des niveaux extrêmement bas, 1.000 à 10.000 fois moins que les retombées de Tchernobyl* » de 1986, a insisté le président de l'ASN.

Nicolas SARKOZY renonce. Le Président de la République a renoncé à la visite qu'il envisageait de faire au Japon à la fin du mois pour y manifester la solidarité des pays du G20. Il a décidé de reporter son déplacement, en marge d'un déplacement en Chine, en accord avec le Premier ministre nippon Naoto KAN, avec lequel il s'est entretenu au téléphone vendredi dernier.

« Israël se défendra avec une volonté de fer ». Déclaration de Benyamin NETANYAHOU après l'attentat à la bombe qui a fait un mort et plus de trente blessés à Jérusalem. L'attaque, non revendiquée, est le premier attentat à la bombe depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel premier ministre, en 2009. Côté palestinien, le premier ministre, Salam FAYYAD, a condamné l'attentat, le qualifiant d'« *opération terroriste* ». Et le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, a semblé faire un geste d'apaisement en affirmant sa volonté de voir le calme revenir dans la région.

Benjamin NETANYAHOU à Moscou. Le Kremlin a indiqué que la situation en Libye, en Egypte et d'autres questions régionales brûlantes seraient une priorité des entretiens. Mais le Premier ministre israélien devrait aussi soulever la question du programme nucléaire iranien et des ventes d'armes russes dans la région, notamment la livraison prévue de missiles de croisière à la Syrie. Israël craint que ces armes ne tombent en réalité entre les mains du Hezbollah au Liban.

Attentat à l'explosif au Pakistan. 5 victimes dont un policier et 24 blessés. Un kamikaze a fait exploser sa voiture piégée devant un poste de police à Duaba dans le nord-ouest du Pays. Une zone proche du bastion des talibans pakistanais, principal sanctuaire dans le monde d'Al-Qaida et base arrière des talibans afghans. 450 attentats en trois ans au Pakistan. La plupart perpétrés par des kamikazes taliban alliés à Al-Qaida, et qui ont fait plus de 4.100 morts.

Sept cyclistes européens enlevés dans l'Est du Liban. Les circonstances exactes de leur enlèvement demeurent mystérieuses. De nationalité ukrainienne et estonienne, les cyclistes, qui venaient de Syrie, avaient franchi la frontière libanaise au point de contrôle de Masnaa. Selon un responsable des services de sécurité, ils ont été interceptés par deux mini-bus et une voiture Mercedes près de Zahlé.

450. C'est le nombre de jour de détention des deux journalistes français de France 3, Stéphane TAPONNIER et Hervé GUESQUIERE, retenus en otage avec leurs guides. Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) réclameraient « *au moins 90 millions d'euros* » de rançon pour la libération de quatre Français enlevés en septembre 2010 au Niger : Daniel LARRIBE, cadre du groupe Areva et époux de Françoise LARRIBE (libérée en février), Thierry DOL, Pierre LEGRAND et Marc FERRET. Ils réclameraient aussi la libération de prisonniers d'Aqmi arrêtés dans plusieurs pays dont la France.

Sorry. L'armée américaine s'est excusée officiellement « *pour la souffrance* » provoquée par des photos montrant des exactions qui auraient été commises par des soldats américains en Afghanistan. L'hebdomadaire allemand Der Spiegel a publié trois photos à charge contre des soldats américains accusés d'exactions en Afghanistan. Le journal affirme que le Pentagone voulait empêcher la publication des photos.

EUROPE

Sommet sous tension à Bruxelles. Les dirigeants européens ont 48 heures pour mettre en sourdine leurs divisions sur la Libye et gérer la crise politique au Portugal qui menace de déstabiliser à nouveau la zone euro et risque de reléguer au second plan les progrès réalisés par les pays européens pour se doter d'un dispositif de défense contre les crises d'endettement excessif. Les dirigeants européens comptent entériner à Bruxelles un arsenal de mesures incluant un Fonds de soutien financier pérenne, qui nécessitera un changement de traité européen, un durcissement de leur discipline budgétaire commune et un « *pacte pour l'euro* ».

Double crise au Portugal... Démission du Premier ministre socialiste, José SOCRATES, moins de 2 heures après le rejet par le parlement de son nouveau programme d'austérité. « *Cette crise politique se produit dans l'un des pires moments pour le Portugal* », selon M. SOCRATES. Le sommet européen parachève la réponse de l'UE à la crise de la dette, dont le Portugal pourrait être, après la Grèce et l'Irlande, la prochaine victime. Il redoute que cette crise politique provoque des conséquences gravissimes sur la confiance dont le Portugal a besoin auprès des institutions et des marchés financiers.

Protection consulaire européenne. La Commission a présenté une communication sur la protection consulaire des citoyens de l'Union européenne dans les pays tiers, dans laquelle elle définit des actions concrètes qu'ils connaissent mieux leurs droits. L'année prochaine, la Commission proposera des mesures de coordination visant à faciliter la protection consulaire au quotidien. En outre, elle lance un site web, qui fournit les adresses des missions consulaires et diplomatiques dans les pays tiers et un accès aux services de conseils aux voyageurs de tous les Etats membres (<http://ec.europa.eu/consularprotection>).

Michel BARNIER en Chine. Le commissaire européen au Marché intérieur est allé en Chine défendre « *le grand enjeu de la réciprocité* » afin que la 2^{ème} économie mondiale ouvre davantage son immense marché à l'Europe et accorde un traitement équitable à ses entreprises. M. BARNIER a également évoqué à Pékin la contrefaçon, qui « *détruit 200.000 emplois en Europe* » et provient majoritairement d'Asie et beaucoup de Chine, et a assuré avoir rencontré « *des gens très motivés* ».

L'Allemagne reconnaissante... Le conseil des ministres allemand a adopté un projet de loi visant à faciliter la reconnaissance des diplômes étrangers, qui devrait profiter immédiatement à 300.000 personnes et à terme aider l'Allemagne à faire face à ses problèmes de pénurie de main d'œuvre. Cette « loi de reconnaissance » devra garantir la délivrance d'un titre équivalent allemand trois mois après la présentation des documents.

Remaniement à l'italienne. Après la démission du ministre de la Culture, Sandro BONDI, qui protestait contre les coupes effectuées dans son budget. Son successeur est Giancarlo GALAN, ministre de l'Agriculture. Une mesure a été adoptée après en Conseil des ministres, prévoyant environ 150 millions d'euros de fonds supplémentaires par an pour le secteur de la culture. Le nouveau ministre de l'Agriculture est Saverio ROMANO.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

La Côte d'Ivoire glisse. Les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) se sont mis d'accord pour demander aux Nations unies un mandat pour une intervention militaire « en dernier recours ». Face à la détérioration de la situation dans le pays qui semble glisser vers une guerre civile, la pression s'accroît sur les Nations unies pour qu'elles agissent avec plus de fermeté. Alain JUPPE a appelé les casques bleus à « jouer leur rôle ».

L'Égypte dit oui. Le « oui » l'a largement emporté lors du référendum sur une révision de la Constitution, validant un élément crucial des projets de l'armée pour assurer la transition vers un pouvoir civil élu, après la chute le mois dernier du président Hosni MOUBARAK. 77,2% aux partisans du « oui » et 22,8% à ceux du « non », selon les résultats officiels. Les amendements adoptés prévoient notamment de limiter toute présidence à deux mandats de quatre ans (contre un nombre illimité de mandats de six ans actuellement) et assouplissent les conditions de candidature à la magistrature suprême.

Présidentielle – Haïti. Des irrégularités ont été constatées dans le processus électoral à Port-au-Prince, alors que quelque 4,7 millions d'haïtiens étaient appelés à élire leur nouveau président et leurs députés. Les résultats préliminaires seront annoncés le 31 mars et les résultats définitifs le 16 avril.

Cuba. Le dernier opposant politique du groupe des 75 dissidents condamnés en 2003, Jose FERRER, a été libéré.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Rappel à l'ordre de SARKOZY à ses ministres. « Un ministre n'est pas un homme politique comme les autres, il est tenu à un devoir de solidarité dans l'expression collective, surtout en période électorale. Je suis président de la République, je n'ai pas de position personnelle. Un ministre n'a pas à avoir de position personnelle. Une ligne a été définie, il est trop facile de choisir ce qu'on soutient et de prendre ses distances avec le reste. Si vous voulez combattre le Front national, faites-le sur le fond, au lieu de vous placer sur le plan de la morale », a prévenu le chef de l'État. « En plus, vous donnez votre avis sur des élections où vous n'êtes même pas candidats ! », a-t-il ajouté lors du Conseil des Ministres.

Ni-ni. Expression reprise en boucle cette semaine pour résumer cette « ligne » UMP pour le second tour des élections cantonales, dans les cas où des candidats de gauche seraient mieux placés pour affronter un candidat du Front national. Les électeurs du parti majoritaire sont appelés par les dirigeants politiques de la droite parlementaire à voter contre le FN, mais pas pour la gauche. Pour Martine AUBRY, la « droite perd son âme ».

Martine et Cécile, main dans la main... Martine AUBRY et Cécile DUFLOT affichent une bonne entente en faisant campagne commune dans la Sarthe, fief de François FILLON. La patronne du PS et la secrétaire générale d'Europe Écologie-Les Verts se félicitent de l'accord entre les cinq formations de gauche pour un désistement réciproque... Quasi-accord en fait puisque sur quelque 2.000 cantons, les écologistes ont décidé de se maintenir dans 37 face à un candidat de gauche. Absences remarquées dans la tournée électorale : Pierre LAURENT du PC et Jean-Luc MELENCHON, du Front de gauche.

Le 1^{er} tour des cantonales en chiffres. Avec 15,18%, le Front national talonne l'UMP qui, avec 17,07%, est loin derrière le PS, en tête avec 25,04% des voix. Le Front de gauche fait également une belle percée avec plus de 9% devant Europe Écologie-Les Verts (8,28%). Fort de son score, le parti de Marine LE PEN est en mesure de se maintenir dimanche prochain dans environ 400 cantons. Il se

retrouvera en duel face au PS dans au moins 204 cantons, mais aussi face à l'UMP dans 89 cantons et au PCF dans 37 cantons. Il y aura également 5 triangulaires UMP-PS-FN. A noter le taux particulièrement élevé de l'abstention : 55,63%.

La polémique sur la forme. Le ministre de l'Intérieur, Claude GUEANT a défendu la manière dont il a présenté les résultats du 1^{er} tour des cantonales, cumulant les voix des formations de droite - notamment divers-droite et UMP - mais pas celles de la gauche. Dans une allocution télévisée, le ministre avait placé la majorité présidentielle à 32,5% (en additionnant l'UMP, les autres partis regroupés sous le label « *majorité présidentielle* » et les divers-droite), le PS à environ 25%, le FN « *aux alentours de 15%* ». Cette façon de faire a suscité de vives protestations du Parti socialiste, Martine AUBRY la jugeant « *scandaleuse* », et du Front national, qui a accusé le ministre de « *manipuler l'opinion et les médias* ».

A l'Assemblée nationale, on ne badine pas avec la sérénité des travaux. Pour avoir perturbé une réunion consacrée à la crise nucléaire et être entré dans la salle d'audition en protestant contre le fait que plusieurs véhicules en stationnement de ministres et des dirigeants de la filière nucléaire bloquaient sa voiture, le député communiste Maxime GREMETZ a été exclu temporairement de l'Assemblée nationale. Il lui est interdit de paraître pendant 15 jours de séance et il sera privé de la moitié de son indemnité parlementaire pendant deux mois. La « *censure avec exclusion temporaire* » prononcée à son encontre est la plus sévère des sanctions prévues par le règlement de l'Assemblée.

Assassinat d'un maire en Corse. Dominique DOMARCHI, 63 ans, conseiller politique et proche collaborateur de Paul GIACOBBI, député PRG et président de la Collectivité territoriale de Corse, a été tué par un ou plusieurs tireurs embusqués devant la porte de sa maison, alors qu'il revenait de la soirée électorale des cantonales.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Textes électoraux. Inscription à l'ordre du jour des textes électoraux qui concernent les Français établis hors de France :

- la proposition de loi du Sénateur Robert del PICCHIA, qui proroge le mandat des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger, sera examinée le jeudi 9 avril au matin.
- le paquet électoral, adopté au Sénat le 2 mars, qui encadre les élections de députés par les Français établis hors de France, sera examiné l'après-midi du mardi 7 avril en seconde lecture.
- le projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen, qui réintègre la possibilité de voter dans les centres de vote ouverts à l'étranger lors des élections européennes sera examiné ce même après-midi du 7 avril.

Sénat

Simplification du droit. La proposition de loi sera examinée en deuxième lecture au Sénat ce mardi 29 mars. A noter que les deux amendements du Sénateur del PICCHIA avaient été adoptés conformes par l'Assemblée nationale. Le premier abroge l'interdiction de propagande à l'étranger. Le second autorise la communication et la copie des listes électorales consulaires de leur circonscription électorale à tous les élus représentants les Français de l'étranger.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi. Ratification avec l'Allemagne instituant un régime matrimonial optionnel de la participation aux acquêts. Il s'agit d'un régime matrimonial optionnel supplémentaire, inspiré des régimes de la participation aux acquêts qui existent en France et en Allemagne. L'objectif est de pallier les nombreuses difficultés posées par les différences importantes entre les régimes matrimoniaux en vigueur en France et en Allemagne. Cet accord présente un intérêt pratique pour les couples, en leur permettant d'adopter un régime matrimonial qui se compose, fonctionne et se liquide selon des règles identiques. Le régime matrimonial commun sera accessible à l'ensemble des couples, et non aux seuls couples franco-allemands. / Approbation de l'accord avec le Kazakhstan relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité.

Communications. Mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies du 17 mars 2011 sur la Libye. / Politique spatiale. / Politique du livre. / Mise en œuvre du service civique.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Japon. Le gouvernement a estimé le coût des dégâts causés par le séisme et le tsunami qui l'a suivi à 310 milliards de dollars. Singapour interdit l'importation de produits alimentaires japonais. Et

l'Australie et le Canada se sont joints à la liste des pays refusant les produits frais en provenance de la région où se trouve la centrale nucléaire.

Do(l'art). La Chine est à la 1^{ère} place du marché de l'art en 2010, devant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Le montant total des ventes aux enchères s'élève à 3,1 milliards de dollars et représente 33% du marché. Les Etats-Unis sont 30%, avec 2,8 milliards de dollars, le Royaume-Uni occupe 19% (1,8 milliard de dollars). La France est 4^{ème} du marché avec seulement 5% (475 millions de dollars).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Japon : l'AEFE a mis en place sur son site internet www.aefe.fr des pages spéciales à destination de la communauté éducative au sujet de l'orientation (<http://www.aefe.fr/orientation-japon>), de la scolarité des élèves (<http://www.aefe.fr/scolarite-japon>) et de la gestion des personnels (<http://www.aefe.fr/page-de-contact-consacree-aux-personnels>). Une page d'information continue par laquelle le proviseur du lycée franco-japonais de Tokyo fait régulièrement parvenir des messages (<http://www.aefe.fr/communiqu/crise-japon-informations-sur-les-etablissements-francais-tokyo-kyoto>) à la communauté éducative du lycée a également été créée.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La tour prend garde... La Tour Eiffel a été évacuée mercredi. C'est un coup de fil anonyme, annonçant un colis qui devait exploser à 17 h, qui est à l'origine de l'évacuation de près de 4.000 visiteurs. C'est la 4^{ème} fois en quelques mois que la Tour Eiffel est évacuée en raison d'une alerte à la bombe. Les trois précédentes s'étaient également révélées fausses.

Google soulagé de 100.000 euros par la CNIL. La Commission nationale de l'informatique et des libertés a infligé une amende (record) à Google pour avoir collecté des données privées à travers son programme controversé Street View.

Une heure de plus = une heure de moins. Le passage à l'heure d'été en France se fera dans la nuit de samedi à dimanche. Les montres avancent d'une heure : à 2h00 du matin, il sera 3h00. On dormira donc une heure de moins.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Les yeux violets se sont éteints. Elizabeth TAYLOR, l'une des dernières grandes légendes d'Hollywood, est décédée à l'âge de 79 ans d'une insuffisance cardiaque. Depuis *Fidèle Lassie* tourné dix ans, ce furent une série de grands succès : *Géant* avec Rock HUDSON et James DEAN, *La Chatte sur un toit brûlant* (1958), aux côtés de Paul NEWMAN, *Soudain l'été dernier*, *Qui a peur de Virginia Woolf*, *Reflets dans un oeil d'or*, de John HUSTON, avec Marlon BRANDO. Mais aussi un vrai échec dans *Cléopâtre*... Elle se maria 8 fois, mais n'eut que 7 maris car elle épousa 2 fois le même homme, Richard BURTON.

Le « faux » vaut trois millions... Le dieu maya, belle pièce de la collection d'art précolombien mise en vente cette semaine à l'Hôtel Drouot à Paris, serait un faux. L'Institut national d'anthropologie et d'histoire du Mexique affirme que la statue n'appartiendrait à aucune culture préhispanique. Les vendeurs jurent du contraire. Une affaire qui n'améliore pas les relations franco-mexicaines...

CARNET

Sports

Le football fait profile bas. Après Franck RIBERY, Patrice EVRA, autre ancien « renégat » d'Afrique du Sud réintégré en équipe de France, a fait amende honorable.

Nominations

Fabrice MAURIES, ancien dir. adj. du cabinet de B. KOUCHNER, consul général à Ho Chi Minh-Ville.
Sarah GAUBERT, conseillère chargée des Relations - Sénat et Parlement européen à l'Elysée.
Erwan DAVOUX, ancien collaborateur de Michèle ALLIOT-MARIE au Quai d'Orsay, rejoint l'Elysée.
Pierre MONGRUE, adjoint au chef du service économique régional à Pékin, conseiller au cabinet de Christine LAGARDE.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr